

Katholieke Nationale Commissie voor Oecumene
Commission Nationale Catholique pour l'Oecuménisme
rue Guimard 1 – 1040 Bruxelles
ce.belgica@interdio.be - 02 507 05 93

Zesenvijftigste oecumenische ontmoetings- en studiedag
Cinquante sixième journée œcuménique d'étude et de rencontre

<p style="text-align: center;">Oorlog en vrede Een uitdaging voor de christelijke Kerken - Guerre et Paix Un défi pour les Eglises chrétiennes</p>

Zaterdag - samedi 09.12.2023
Theologisch en Pastoraal Centrum
Groenenborgerlaan 149 – 2020 Antwerpen

LA GUERRE PEUT-ELLE ENCORE ÊTRE QUALIFIÉE DE « JUSTE » ? LE PAPE FRANÇOIS AUX PRISES AVEC LA TRADITION DE L'ÉGLISE SUR LA VIOLENCE ET LA PAIX

Johan De Tavernier (KU Leuven)

Le pape Jean XXIII toujours prompt à rire ne considérait plus la guerre comme un moyen approprié pour régler les conflits. L'horreur des deux guerres mondiales, en particulier les massacres de la Grande Guerre (environ 10 millions de morts) et de la Seconde Guerre mondiale (environ 75 millions de morts), étaient encore dans toutes les mémoires. Les bombardements de saturation de la Luftwaffe, de la RAF et de l'US Air Force à partir d'octobre 1943, la puissance dévastatrice des deux bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki en 1945 et la course à l'armement pendant la guerre froide dans les années 1950 l'ont conduit à tirer cette conclusion. Dans *Pacem in Terris* (11 avril 1963), il appelle "justice" le nouveau nom pour la paix.

Alors que, dès *Pacem in Terris*, la tradition catholique romaine examine les critères de la guerre juste de manière plus restrictive et redécouvre l'idéal originel de la non-violence évangélique, on observe une double tendance dans les milieux protestants. Certains défendent une position pacifiste de principe - par exemple, le théologien de Duke, Stanley Hauerwas - mais d'autres théologiens protestants voient la guerre comme un outil politique remis par Dieu au gouvernement et susceptible d'être employé (par exemple, le théologien anglican Nigel Biggar).

Le débat sur l'éthique de la guerre et de la paix dans les milieux chrétiens peut être considéré comme une ellipse à deux niveaux : d'une part, il y a l'idée d'une guerre juste qui a influencé Augustin et Aquin en passant par Cicéron et qui met en avant des critères relatifs au "*ius ad bellum*" (juste cause, chances raisonnables de succès, autorité légitime, intention droite, dernier recours et proportionnalité) et au "*ius in bello*" (discrimination entre les soldats et les civils sur laquelle repose le droit humanitaire de la guerre, les moyens proportionnels). D'autre part, il existe aussi une importante tradition historique de non-violence fondée sur des principes bibliques et axée sur la prévention des conflits, la résistance non violente et les solutions dans lesquelles la diplomatie, le dialogue et les droits de l'homme jouent un rôle important. Avec *Pacem in Terris*, l'accent est mis sur le second point. Jean XXIII invite toutes les personnes de bonne volonté à se consacrer à la prévention des conflits et à rechercher des solutions non violentes.

La nouvelle analyse de la guerre et du recours à la violence dans *Pacem in Terris* a ensuite donné lieu à un débat animé sur la question de savoir si la tradition de la guerre juste devait être entièrement rejetée et remplacée par la non-violence ou si les deux visions pouvaient être préservées et

coexister. Après tout, les deux traditions interprètent deux axes essentiels de la tradition chrétienne : la justice et la paix. Dans cet exposé, nous approfondirons cette bipolarité et réfléchirons d'abord à sa pertinence à partir de la position (vivement) contestée du Vatican sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

LE VATICAN SUR LA GUERRE ENTRE LA RUSSIE ET L'UKRAINE

Dans une interview accordée au journal des évêques italiens *Avvenire* en 2022, l'évêque catholique romain de Kiev-Zytomyr, Mgr Krivitskiy, interrogé sur l'opportunité d'une visite du pape François en Ukraine, a répondu qu'une visite papale serait source d'espoir, mais qu'elle n'était pas opportune à ce moment-là pour des raisons de sécurité. L'évêque a reconnu que le pape pouvait jouer un rôle de médiateur, mais seulement s'il adoptait une position "acceptable". Quelle est la difficulté ? Le fait que le pape n'ait pas jusqu'alors explicitement condamné l'invasion russe le rend suspect aux yeux de nombreux Ukrainiens. Les évêques catholiques romains ne sont pas les seuls à être réservés, l'Église gréco-catholique ukrainienne, liée au Vatican, a également manifesté à plusieurs reprises son mécontentement à l'égard de la position du Vatican.

Au début de la guerre, le 24 février 2022, le pape François appelle surtout à un cessez-le-feu immédiat. Le Vatican se dit à plusieurs reprises prêt à faciliter les négociations. À partir du mois de mars, la condamnation de la guerre suit et se répète, mais la controverse porte sur le fait que le Vatican ne nomme pas l'agresseur, c'est-à-dire qu'il ne désigne pas la Russie ou Poutine comme coupable. Fin novembre 2022, une polémique éclate à ce sujet lors d'une interview du pape François pour un magazine américain, dans laquelle il réagit de manière quelque peu irritée : "Quand je parle de l'Ukraine, je parle d'un peuple martyrisé. S'il y a un peuple martyrisé, il y a aussi quelqu'un qui martyrise. Tout le monde sait qui je condamne. Il n'est certainement pas nécessaire d'y coller un nom et un prénom". Selon les observateurs du Vatican, sa réticence à nommer l'agresseur est liée à la tradition de neutralité du Vatican dont l'"*Ostpolitik*" de Casaroli a témoigné pendant la guerre froide et qui lui a permis de préserver sa présence institutionnelle en territoire communiste. À partir de cette philosophie, on comprend mieux pourquoi le Vatican ne veut pas affronter directement l'Église orthodoxe russe, le peuple russe ou, par exemple, le régime de Pékin, comme en témoigne l'accord contesté que le Vatican a récemment conclu avec le gouvernement chinois sur la nomination des évêques ("En ce qui concerne la Chine, j'ai choisi la voie du dialogue. C'est lent, il y a parfois des échecs, mais il y a aussi des succès et je ne trouve pas d'autre voie"). À plusieurs reprises, le pape affirme sa profonde appréciation du peuple russe et de son humanisme, en se référant à Dostoïevski.

Le Vatican tient également à ne pas aligner sa position internationale sur la politique étrangère des États-Unis. Dans le même ordre d'idées, il faut probablement comprendre la position du pape lorsque, lors d'une interview accordée au *Corriere della Sera* le 3 mai 2022, il parle des "aboiements de l'OTAN à la porte de la Russie" et caractérise l'attitude russe comme "une colère dont je ne sais pas si elle a été provoquée mais peut-être facilitée" par la présence de l'OTAN dans les pays voisins.

Il est frappant de constater à quel point sa position est similaire à celle de Tom Sauer, professeur de politique internationale à l'Université d'Anvers. Tant qu'il n'y aura pas d'autorité mondiale pour garantir un système de sécurité collective, il est préférable de tenir compte des États tampons et des sphères d'influence. Il affirme qu'à trois reprises, l'OTAN n'y est pas parvenue lors de son expansion vers la Russie après la chute du mur de Berlin, "en dépit des promesses verbales de ne pas le faire". En particulier, l'adhésion des États baltes et récemment de la Finlande à l'OTAN crée un sentiment d'insécurité chez les dirigeants russes.

Steven Van Hecke, qui enseigne la politique européenne et comparée à la KU Leuven, n'est pas du tout d'accord avec M. Sauer. Les relations interétatiques peuvent en effet être organisées sur la base

de valeurs et de principes, puisqu'une paix durable repose sur la justice et le respect des droits de l'homme et ne peut être dictée par ceux qui ne se sentent pas respectés. L'Ukraine a le droit de défendre son intégrité territoriale et de protéger ses citoyens par tous les moyens possibles, avec l'aide d'autres pays si nécessaire. L'expansion de l'OTAN s'est faite à la demande des pays d'Europe centrale et orientale eux-mêmes, qui se sentaient menacés par la Russie, et non à la demande de l'Europe occidentale.

Les collègues ukrainiens font remarquer que si le pape François ne rejette pas explicitement le droit à l'autodéfense de l'Ukraine, il ne souhaite pas non plus l'affirmer avant le 20 juin 2022. Le pape insiste constamment sur le fait que la bonne réponse à une agression ne peut pas être synonyme de course aux armements, de sanctions supplémentaires et de renforcement des alliances militaires. Ce n'est que le 20 juin 2022, dans une interview accordée à *Télam* (l'agence de presse officielle argentine), que le pape reconnaît - peut-être pour la première fois - qu'il existe un droit à l'autodéfense en cas de guerre, mais il le relativise également : "Je pense qu'il est temps de repenser le concept de "guerre juste". Une guerre peut être juste et le droit de se défendre existe, mais nous devons repenser la manière dont ce concept est utilisé aujourd'hui".

Outre les déclarations faites, il est important de mentionner quelques actions symboliques qui témoignent d'une grande sympathie à l'égard de l'Ukraine. Le lendemain de l'invasion, le pape entre à l'improviste chez l'ambassadeur de Russie auprès du Saint-Siège, sans se soucier du protocole habituel. Il demande à l'ambassadeur d'envoyer immédiatement un message au président Poutine en lui demandant simplement : "S'il vous plaît, arrêtez ! Au nom de Dieu, arrêtez cette guerre !"

En mars 2022, le pape envoie le cardinal Michael Czerny sj, nouvellement nommé préfet du *Dicastère pour la Promotion du Développement Humain Intégral*, afin d'exprimer sa solidarité avec le peuple ukrainien qui souffre. Le 24 novembre 2022, neuf mois après le début de la guerre, il écrit une lettre faisant part de son affection au peuple ukrainien et de sa compassion face à ses souffrances. Il décrit le côté sombre de la guerre : des millions de réfugiés, la mort de milliers d'êtres chers, la violence de la guerre omniprésente ainsi que la peur qui l'accompagne, et la destruction massive du pays.

Le peuple ukrainien est victime d'une tragédie. Le pape François fait l'éloge de la résilience et du fait que le peuple ne tombe pas dans le désespoir ni l'apitoiement, mais reste debout ("un noble peuple de martyrs"). Il loue également les nombreux bénévoles qui ouvrent leurs portes et qui sont prêts à partager beaucoup avec ceux qui sont dans le besoin. Il reconnaît en eux l'amour sacrificiel de Dieu lui-même. Le pape exprime également sa solidarité avec tous les jeunes qui ont courageusement décidé de défendre leur patrie et de prendre les armes et qui, de ce fait, ne peuvent pas réaliser leurs rêves. Fin mai 2023, il confie au cardinal italien Matteo Zuppi, vétéran des initiatives de paix, une mission visant à réduire les tensions entre la Russie et l'Ukraine.

Le 16 mars 2022, le pape a un entretien de 40 minutes avec le patriarche Kirill, chef de l'Église orthodoxe russe. Il voulait le convaincre d'adopter une rhétorique guerrière moins militante. Pendant 20 minutes, Kirill lit un texte énumérant les principales raisons de légitimer l'invasion russe. Comme on le sait, il défend la guerre de tout son poids : "Celui qui sacrifie sa vie pour la patrie rejoindra Dieu". Il sacralise la guerre et assimile le patriotisme à la plus haute forme de charité. Kirill ne craint pas les grands mots. En août 2023, il réaffirme qu'il s'agit d'une lutte métaphysique entre les forces du bien (le monde russe ou "Russkiy mir") et les forces du mal, c'est-à-dire l'Occident décadent : "Notre lutte pour des principes moraux, notre lutte pour la préservation de la foi est une lutte pour l'avenir de l'humanité, pour la vie dans le monde - ni plus, ni moins. Nous luttons pour le respect de la civilisation humaine".

Kirill parvient même à légitimer la guerre en Ukraine comme une guerre juste en se référant à une importante déclaration sur la pensée sociale de l'Église orthodoxe russe datant de 2000. Pendant la réunion via Zoom, le pape François réplique : "Je n'y comprends rien. Frère, nous ne sommes pas des clercs d'État, nous devons quand même parler le langage de Jésus et non celui de la politique. Nous sommes tout de même les bergers du même peuple saint de Dieu. C'est pourquoi nous devons chercher le chemin de la paix et faire cesser les combats". Il conclut son entretien avec le journal italien *Corriere della Sera* en déclarant qu'un patriarche ne peut quand même pas s'abaisser à jouer "l'enfant de chœur de Poutine". En mars 2023, le patriarche œcuménique de l'Église orthodoxe grecque, Bartholomée, condamne également la position du patriarche russe Kirill en des termes très clairs.

Les deux chefs religieux annulent une réunion de suivi qui devait avoir lieu en juin 2022 à Jérusalem. Début 2023, Poutine assiste pour la première fois depuis 22 ans à une fête de Noël orthodoxe dans l'église du Kremlin à Moscou et remercie l'Église orthodoxe russe pour son soutien. Entre-temps, l'Église orthodoxe ukrainienne, qui s'est séparée en 2019 et qui est dirigée par le métropolite Iepifani, est devenue officiellement membre de la Conference of European Churches (CEC).

En résumé, de nombreux chrétiens d'Ukraine sont mal à l'aise avec la manière dont le Saint-Siège a réagi et continue de réagir à l'agression russe contre l'Ukraine (par exemple, en décembre 2022, le secrétaire d'État, Pietro Parolin, a suggéré de faire revivre l'esprit des accords d'Helsinki de 1975, qui ont ensuite conduit à la reconnaissance de l'hégémonie soviétique en Europe de l'Est). Mais peut-être y a-t-il aussi une raison plus profonde pour laquelle le Vatican réagit très prudemment ? J'essaie d'aborder cette raison ci-dessous à travers une réflexion plus approfondie sur l'évolution de la pensée sur la guerre et la paix de l'Église catholique et du pape François en particulier.

LE NOUVEAU VISAGE DE LA GUERRE - LA JUSTICE EST LE NOUVEAU NOM DE LA PAIX

Qu'est-ce qui a poussé le pape François à réagir de la sorte ? Jean XXIII et Paul VI sont imprégnés de la notion que la guerre n'est plus un moyen responsable de régler les conflits internationaux. Au plus fort de la guerre froide, et notamment de la menace mondiale de déploiement d'armes nucléaires (souvenez-vous de la crise des missiles de Cuba en octobre 1962), Jean XXIII souligne dans *Pacem in Terris* l'importance des Nations Unies pour le maintien de la paix, la prévention des conflits, l'arrêt de la course aux armements, les accords sur la réduction mutuelle et simultanée des armes de destruction massive sous contrôle international et la promotion des droits de l'homme. Il décrit un ordre mondial sans guerre dans lequel les États cohabiteraient harmonieusement.

Dans *Pacem in Terris* n° 109, Jean XXIII fait part de son indignation face à l'énorme gaspillage d'argent dans la course aux armements, argent qui ne peut être utilisé pour lutter contre la pauvreté. Son appel au désarmement et sa condamnation de la guerre comme moyen de recherche de la justice marquent la fin de l'idée classique d'une guerre juste et donnent la priorité à la prévention des conflits dans la réflexion de l'Église sur la paix. *Pacem in Terris* appelle à la fin de la course aux armements. En principe, l'encyclique ne condamne pas la dissuasion nucléaire en soi, mais elle condamne l'utilisation des armes nucléaires parce que ces armes violent le critère principal du *ius in bello*, à savoir la distinction entre les combattants (militaires) et les non-combattants (civils). Les systèmes d'armes qui ne respectent pas cette distinction et ne "discriminent" donc pas sont toujours irresponsables. Les papes ultérieurs appliqueront également ce critère aux armes biologiques et chimiques, aux mines terrestres ou lorsqu'ils condamneront le terrorisme suicidaire. L'immunité des civils est précisée dans les Conventions de Genève.

Commentant cette évolution de la pensée de l'Église sur la guerre et la paix, Michael Himes explique que ce changement de cap peut donner lieu à différentes interprétations. Certains estiment que ce changement s'inscrit plutôt dans la ligne de la vision plus stricte de Pie XII sur la guerre juste, tandis que d'autres le voient comme radicalement nouveau et soulignent que Jean XXIII ne considère plus la guerre moderne comme concevable ou souhaitable et qu'il cherche donc à l'interdire. L'intention de Jean XXIII n'est pas de prôner un désarmement unilatéral, mais plutôt de souligner que les guerres à venir - en particulier avec l'utilisation d'armes nucléaires - sont totalement irresponsables. D'où son soupir pastoral : pourquoi les hommes choisissent-ils encore la guerre comme moyen de résoudre les conflits ? Aussi met-il l'accent sur la prévention des conflits et sur les moyens de les gérer de manière non violente. Une paix durable ne peut être obtenue par une compétition entre les États-nations, qui cherchent à posséder le plus d'armes possible pour se dissuader les uns les autres, mais seulement par des convictions partagées, la volonté de dialoguer et de se concerter. Jean XXIII veut donc s'éloigner de la longue tradition qui a promu la guerre comme moyen évident de résolution des conflits et s'engage dans la prévention des conflits.

ET LE DROIT À L'AUTODÉFENSE ?

Les connaisseurs observent que *Pacem in Terris* - dans le sillage de l'opposition à la guerre nucléaire - est silencieux sur le droit à l'autodéfense des États-nations. En fait, Jean XXIII laisse au Concile Vatican II le soin de régler la question sur le plan doctrinal. Cependant, le concile est divisé, en partie à cause du mécontentement des pères du concile concernant le positionnement du Vatican pendant la Seconde Guerre mondiale. En n'abordant pas la tradition de la guerre juste, l'encyclique acquiert une force prophétique qui illustre bien ce qui est humainement souhaitable : l'élimination de la guerre et, plus encore, la réalisation de la paix sur terre (*Pacem in Terris*) grâce à la confiance mutuelle. L'idéal chrétien est ainsi bien défini, mais les questions de lutte restent sans réponse.

Gaudium et Spes (GS 78) fait l'éloge de ceux "qui renoncent à recourir à la violence pour défendre leurs droits", à condition que cela puisse se faire "sans porter atteinte aux droits et obligations d'autrui ou de la communauté". De ce fait, le pacifisme et l'objection de conscience deviennent des options valables pour les chrétiens. En même temps, le concile reconnaît explicitement le droit légitime des États-nations à la légitime défense tant qu'il n'y a pas d'autorité mondiale compétente pouvant agir avec une autorité coercitive dans les conflits interétatiques (GS 79). Le recours à la force est acceptable en dernier ressort, lorsque toutes les autres solutions ont été épuisées. Dans ce cas, les gouvernements peuvent recourir à une action militaire avec des moyens proportionnés pour défendre leurs populations en cas d'agression. Conformément à *Pacem in Terris*, le déploiement d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive est qualifié d'irresponsable. En ce qui concerne la dissuasion nucléaire, il réaffirme que le stockage d'armes de destruction massive n'est pas seulement dangereux et insoutenable à long terme, mais qu'il implique également un grand gaspillage d'argent (GS 81). Étant donné que la paix obtenue par la dissuasion n'est pas une paix durable, les pères du concile invitent tout le monde à poursuivre d'autres voies. Le concile appelle à des mesures réciproques de désarmement, à des moyens nouveaux et plus responsables de résoudre les conflits et à l'éducation à la paix. Enfin, ils lancent un appel pour préparer le moment "où, avec le consentement des peuples, toute forme de guerre pourra être totalement bannie" (GS 82).

LE DÉVELOPPEMENT, NOUVEAU NOM DE LA PAIX

Paul VI met l'accent sur le développement intégral dans son encyclique *Populorum Progressio* (1967). Il appelle toutes les nations à bannir par la solidarité l'injustice, l'inégalité, la pauvreté et le sous-développement dans les deux tiers-mondes, souvent sources de conflits, et demande aux pays riches de faire preuve de générosité. Le développement est le nouveau nom de la paix (PP 87). Ce n'est

qu'en éliminant les inégalités économiques, sociales et éducatives que l'on pourra réduire la jalousie entre les nations.

Dans le cadre de son engagement en faveur de la paix, Paul VI instaure en décembre 1967 *la Journée mondiale de la paix*, qui sera désormais célébrée le premier jour de l'année. La journée de la paix s'engage en faveur d'une "paix juste et équilibrée". Il souligne que la paix n'est pas synonyme d'un pacifisme qui rejette fondamentalement tout droit à l'autodéfense. L'attention est attirée sur l'éducation et la formation à la paix, et le pape met en avant quelques principes qui devraient sous-tendre l'engagement des chrétiens en faveur de la paix : "la vérité, la justice, la liberté et l'amour". Quant à la stratégie de dissuasion, Paul VI fait savoir à plusieurs reprises qu'il est encore difficile de la justifier du point de vue de la justice. N'est-elle pas disproportionnée ?

À l'invitation des Nations Unies, le Vatican rédige un document sur le désarmement en 1976. Paul VI condamne particulièrement fermement la course aux armements : un "danger", "injuste", une forme de "vol", une "aberration", une "erreur", une "folie" et une "machine exaspérante". Même lorsque les armes ne sont pas utilisées, elles tuent ! La course folle aux armements ne fait que maintenir une paix factice : "Le devoir est donc aussi clair que le diagnostic : la course aux armements doit cesser". Dans la lignée de *Pacem in Terris* et de *Gaudium et Spes*, Paul VI condamne l'utilisation d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Une guerre totale qui menace de détruire des villes entières est qualifiée de crime contre Dieu et contre l'humanité. Le moment n'est-il pas venu de procéder à un désarmement progressif ?

LA LÉGITIME DÉFENSE, AVEC OU SANS ARMES NUCLÉAIRES ?

Dans les années 1980, de nombreuses conférences épiscopales ont publié des lettres et des déclarations sur des questions en suspens dans le débat sur la défense de l'époque concernant la double décision de 1979 de l'OTAN, fortement contestée, de déployer des missiles nucléaires de moyenne portée en Europe occidentale à partir de 1983, en réponse à l'installation de missiles SS 20 par la Russie. Dans ce contexte, les évêques nord-américains ont rédigé une lettre pastorale intitulée *The Challenge of Peace : God's Promise and Our Response* (Le défi de la paix : la promesse de Dieu et notre réponse) en 1983. Cette lettre partage les conclusions du Concile Vatican II, à savoir que le monde aspire à la paix, que la course aux armements est pernicieuse pour le développement et que la possession d'armes nucléaires est non seulement dangereuse mais aussi ambiguë. En ce qui concerne l'effet dissuasif du nucléaire, il est souvent fait référence à *Gaudium et Spes* et au discours de Jean-Paul II aux Nations Unies en 1982 : "Dans les circonstances actuelles, la dissuasion fondée sur l'équilibre peut encore être considérée comme moralement acceptable, certainement pas comme une fin en soi, mais comme une étape sur la voie d'un désarmement de plus en plus profond".

Les évêques français, belges et allemands considèrent qu'il s'agit d'un moindre mal dans la mesure où cette stratégie est manifestement préventive. Les évêques d'Amérique du Nord partagent ce point de vue, mais critiquent aussi rigoureusement les systèmes d'armes, les doctrines de ciblage et les stratégies. Dans un discours prononcé à l'université de San Francisco le 18 novembre 1983, le cardinal Casaroli, secrétaire d'État, déclare : "En tout état de cause, selon l'enseignement papal, la dissuasion ne peut être considérée comme une "fin en soi". Elle a un caractère essentiellement provisoire et est, pour ainsi dire, un outil". Des théologiens comme E. Schillebeeckx et J. Moltmann rejettent immédiatement cette position en se basant sur le paradoxe que la possession d'armes nucléaires sans la volonté décidée de les utiliser ne peut avoir d'effet dissuasif. Cependant, les conférences épiscopales sont très divisées sur la question de la déployabilité des armes nucléaires. Les évêques nord-américains se réfèrent au principe de discrimination soulevé par *Gaudium et Spes* dans son n° 80 : "Tout acte de guerre visant indistinctement à la destruction de villes entières ou de

vastes régions avec leurs habitants est un crime contre Dieu et contre l'homme lui-même qui doit être condamné avec vigueur et sans hésitation". Ils concluent : "À notre avis, cette condamnation s'applique également à l'utilisation d'armes de représailles pour attaquer des villes ennemies après que nos propres villes ont déjà été touchées". Non seulement cette position exclut le "premier usage", mais elle établit de facto que les systèmes d'armes qui ne font pas de distinction entre civils et militaires sont toujours disproportionnés et ne sont donc plus justifiables. Les évêques belges suivent cette position dans *Désarmer pour la paix*. Mais d'autres conférences épiscopales ne partagent pas ce point de vue. Les évêques allemands ne sont pas d'accord avec la déclaration des évêques nord-américains sur le "non-recours en premier" et laissent sans réponse la question de savoir si une réponse nucléaire limitée à une attaque nucléaire serait possible. Les évêques français ne disent rien sur le principe de discrimination, de proportionnalité et de vérifiabilité. Ils estiment que la position nord-américaine pourrait donner lieu à une déstabilisation en raison de l'armement conventionnel beaucoup plus important du Pacte de Varsovie.

Le pape François élimine radicalement ces paradoxes de la pensée sociale de l'Église, dans un style très cohérent qui lui est propre. Un exemple ? Le 22 janvier 2021, le traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires entre en vigueur. Ce traité qualifie les armes nucléaires d'immorales et les considère désormais comme illégales. Dès 2017, le Saint-Siège a soutenu la création de cet accord. Lors de sa visite historique en novembre 2019 des villes d'Hiroshima et de Nagasaki, bombardées en 1945, le pape condamne explicitement l'utilisation et la possession d'armes nucléaires par n'importe quel État. Il souligne que la paix ne peut être obtenue par la menace d'une destruction totale. Il confirme cette position dans son encyclique *Fratelli Tutti* (3 octobre 2020) : nous serons tous sauvés ensemble ou personne ne sera sauvé ! D'ailleurs, en janvier 2021, les évêques belges appellent le gouvernement fédéral à adhérer à ce traité de l'ONU, ce qui n'a pas encore été fait. Ils remercient aussi explicitement Pax Christi qui fait partie de la *Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires* (ICAN) qui a obtenu le *prix Nobel de la paix* en 2017.

UNE FOIS DE PLUS, LA NON-VIOLENCE EST REDÉCOUVERTE

La lettre des évêques nord-américains souligne que la communauté catholique est opposée à la guerre par principe et qu'elle privilégie et encourage fortement l'utilisation de moyens pacifiques pour résoudre les conflits. En cas d'échec, les évêques autorisent un usage minimal ou proportionnel de la force dans des situations spécifiques, selon les critères éthiques familiers de la tradition de la guerre juste. Chaque pays a le droit de se protéger contre une agression ennemie. Les guerres offensives (et préventives) sont éthiquement irresponsables. Après une vive discussion au Vatican en janvier 1983 au cours de laquelle J. Schotte, en présence du cardinal Ratzinger et d'une délégation d'évêques américains, a présenté un texte proposant la théorie de la guerre juste comme seule option valable dans la tradition catholique, les évêques américains (dont le cardinal Bernardin) en désaccord avec sa proposition ont décidé d'écrire dans *The Challenge of Peace* (n° 120) ce qui suit : "Alors que la doctrine de la guerre juste a clairement dominé les 1500 dernières années de la pensée catholique, le "nouveau moment" dans lequel nous nous trouvons considère la doctrine de la guerre juste et celle de la non-violence comme des méthodes différentes mais interdépendantes pour juger la guerre. Elles diffèrent dans certaines conclusions particulières, mais elles partagent une prémisse commune contre l'utilisation de la force comme moyen de régler les différends". Toutefois, ce point de vue complémentaire, à savoir le rejet de la "guerre totale", n'a pas été correctement formulé. Dans ce contexte, les évêques nord-américains encouragent la non-violence active. Ceux qui sont activement non violents ne restent pas passifs face à l'injustice et aux violations des droits de l'homme, mais recherchent une action non violente pour résister à l'injustice. Les évêques félicitent

le Concile Vatican II d'avoir remis la non-violence sur le devant de la scène et d'avoir affirmé que le choix d'un mode de vie qui renonce consciemment à toute violence est un choix chrétien légitime. Si les évêques allemands considèrent que le choix entre le service militaire et le service civil est légitime, la seconde option est néanmoins de moindre qualité et ne mérite pas l'appellation de "service pour la paix" : "Le soldat lui-même contribue au service de la paix par une claire conscience de sa responsabilité morale".

Les évêques français partagent la position de leurs collègues allemands, ajoutent que la non-violence demandée aux chrétiens dans le Sermon sur la Montagne n'est pas transférable aux États. Les évêques belges défendent un compromis basé sur la distinction de Ricœur entre le souhaitable et le réalisable. Les chrétiens ont pour mission de relier, à chaque époque, le prophétique de la non-violence avec sa force de persuasion et le réalisme de l'autodéfense avec ses limites nécessaires. La non-violence ne doit jamais devenir un choix exclusif au niveau de l'État. Jésus-Christ lui-même a rejeté toute violence pour sauver sa vie, mais il "n'a pas explicitement exclu l'usage raisonnable de la force et de la coercition comme moyen ultime pour défendre un autre être humain".

LA PAIX JUSTE ET LE PACIFISME CONTEXTUEL ET PRUDENT

La première guerre du Golfe, en 1990-1991, constitue une étude de cas importante. Le cardinal Danneels, alors président de Pax Christi International, envoie une enquête à quelques universités catholiques pour sonder l'opinion des gens sur l'action militaire armée de la coalition occidentale visant à restaurer la souveraineté du Koweït après son invasion par le régime irakien dirigé par le dictateur Saddam Hussein.

Certains répondent que l'idée traditionnelle d'une guerre justifiable (défensive) est toujours valable contre des formes d'agression inadmissibles, tandis que d'autres considèrent que le concept n'est plus pertinent en raison des souffrances que les armes modernes peuvent causer. La tradition de la guerre juste, lorsqu'elle est appliquée de manière restrictive, peut également être considérée comme une stratégie de travail pour évaluer la violence de guerre comme étant justifiée ou injustifiée. Les partisans de la non-violence reconnaissent également que les violations flagrantes des droits de l'homme nécessitent parfois une intervention humanitaire par des moyens militaires car, dans certains cas, aucun retour à la "normalité" d'une paix fragile n'est possible sans coercition. Les deux parties peuvent se retrouver, selon Brian Wicker, dans une nouvelle notion qu'il vaut mieux appeler "paix juste" (*From Just War to Just Peace*, 1993). La paix juste reprend donc des éléments du pacifisme chrétien, envisage également le rétablissement d'une justice minimale et propose une orientation pour évaluer les stratégies de défense. La légitimité traditionnelle de l'autodéfense s'inscrit dans une stratégie de paix juste que le pacifisme chrétien considère comme contextuelle et prudente. La paix juste est donc une alternative qui accorde beaucoup plus d'attention à la prévention des conflits et, en cas de conflit, à l'action non violente, au dialogue et à la communication non violente dans le cadre d'une stratégie de résolution pacifique des conflits. Ce qui n'empêche pas de continuer à souscrire au devoir d'aider son prochain (Responsibility to Protect) et au droit des États-nations à défendre leur intégrité.

L'USAGE DE LA VIOLENCE EST-IL JUSTIFIABLE POUR LES CHRÉTIENS ?

Le pontificat du pape François met davantage l'accent sur la prévention des conflits. Il associe cet engagement aux éléments d'une paix juste. Dans son message à l'occasion de la *Journée mondiale de la paix* en 2014, il parle de l'importance de la fraternité et de la sororité pour la construction de la paix et la prévention des conflits, une avancée de son encyclique *Fratelli Tutti* (2020). À l'indifférence généralisée et à l'hostilité, il oppose l'interconnexion, alimentée par l'empathie et le souci des

besoins d'autrui. Celui qui voit le monde avec compassion et considère les autres avant tout comme des sœurs et des frères, et non comme des ennemis, est ouvert au dialogue et sensible à l'injustice.

En 2016, le Conseil pontifical Justice et Paix et Pax Christi International organisent à Rome une conférence sur la non-violence active. On cherche à mieux comprendre la non-violence. En marge de la conférence, on demande au pape François de consacrer une encyclique à l'impact de la non-violence dans la réflexion de l'Église catholique sur la guerre et la paix, en renonçant à la doctrine de la guerre juste et en la remplaçant par le concept de "paix juste". Dans le processus de construction de la paix des chrétiens, on suggère d'accorder la priorité à la non-violence active et au travail sur le dialogue. Tant Kevin Dowling, évêque émérite d'Afrique du Sud, que Marie Dennis, présidente de Pax Christi International, soulèvent des questions fondamentales sur les raisons pour lesquelles la tradition chrétienne a continué à jurer par la guerre juste pendant si longtemps, alors que la non-violence active exprime mieux l'ADN de la tradition chrétienne.

Il est remarquable que le pape François reprenne ces idées. Dans son message à l'occasion de la *Journée mondiale de la paix* en 2017, le pape François attire l'attention sur *la non-violence comme style de politique pour la paix*. Il est convaincu que le recours à la violence en réponse à une agression n'apporte jamais une paix durable. Jésus n'a-t-il pas vécu une vie de non-violence et invité ses disciples à faire de même et à aimer leurs ennemis ? La non-violence n'est pas passive mais active. Elle mobilise l'amour pour répondre à la haine et invite les gens à se faire les porte-parole des sans-voix et à résister activement à l'injustice. L'apprentissage de la résolution des conflits commence par le dialogue au sein des familles. Le pape souhaite revenir à une expérience plus authentique des béatitudes, y compris l'idéal original de la non-violence chrétienne et de la non-rétorsion.

LA GUERRE PEUT-ELLE ENCORE ÊTRE JUSTE ET LÉGITIME ?

Dans *Fratelli Tutti* (4 octobre 2020, promulgué lors de sa visite à Assise), il fait référence à plusieurs reprises à la recherche de la vérité, de la justice et de la miséricorde qui sous-tend tout élan de construction de la paix. L'usage de la violence déshumanise les personnes, la haine encourage la haine, la vengeance n'apporte jamais la paix intérieure et tuer des personnes conduit toujours à davantage de tueries. Il n'est pas facile d'arrêter la spirale de la violence. Dans cette encyclique, il rejette l'idée de guerre juste. Au numéro 258, il écrit : "Sous toutes sortes de prétendus prétextes humanitaires, défensifs ou préventifs, et même en manipulant l'information, les gens choisissent facilement la guerre. En fait, au cours des dernières décennies, toutes les guerres ont été prétendument "justifiées". Le catéchisme de l'Église catholique parle de la possibilité d'une légitime défense par la force militaire, ce qui implique que des conditions strictes de permissivité morale doivent être remplies. Pourtant, il est facile de tomber dans une interprétation trop large de ce droit potentiel. Ainsi, certains justifieraient à tort des attaques ou des actes de guerre "préventifs", qui peuvent difficilement empêcher que *le préjudice et le désordre infligés ne l'emportent sur le préjudice à éliminer*. Le problème est que depuis le développement des armes nucléaires, chimiques et biologiques, sans parler des vastes capacités croissantes offertes par les nouvelles technologies, la guerre a acquis une force destructrice incontrôlable, qui fait de nombreuses victimes civiles innocentes. Il ne fait aucun doute que *l'humanité n'a jamais eu autant de pouvoir sur elle-même et rien ne garantit qu'elle l'utilisera à bon escient*. Nous ne pouvons plus considérer la guerre comme une solution, car les risques encourus sont toujours susceptibles de l'emporter sur les avantages supposés. Dans ces conditions, il est très difficile aujourd'hui de faire appel aux critères rationnels élaborés au cours des siècles précédents pour évoquer la possibilité d'une "guerre juste". Plus jamais la guerre ! Cette déclaration du Magistère a provoqué une petite tempête.

Le point de vue du pape François est-il substantiellement différent de celui de ses prédécesseurs ? Selon Michael Czerny sj et Christian Barone, l'affirmation du pape que l'approche de la guerre juste n'est plus adéquate constitue une innovation dans le discours social de l'Église. De facto, le pape François n'exclut pas une intervention humanitaire par des moyens militaires (FT 241 : "Si un criminel m'a fait du mal ou a fait du mal à un être cher, personne ne peut m'interdire d'exiger justice et de m'assurer que cette personne - ou n'importe qui d'autre - ne me fasse plus de mal ou ne fasse plus de mal à d'autres personnes. C'est mon devoir et le pardon ne me dispense pas de cette obligation ; au contraire, il l'exige"). Mais chaque jour sur le terrain, dit-il, la preuve est faite que les interventions humanitaires offrent souvent très peu de protection aux civils ordinaires tout en étant coûteuses (par exemple, la présence de MONUSCO, la force de maintien de la paix de l'ONU, dans l'est du Congo). *Fratelli Tutti* choisit de dire plus clairement que la guerre est toujours "un échec de la politique et de l'humanité", une "capitulation honteuse" et que nous ferions mieux d'investir dans la prévention si nous voulons soutenir les civils innocents. Dans le numéro 261 de *Fratelli Tutti*, il nous invite à considérer les conflits du point de vue des victimes : "Regardons à nouveau ces nombreux civils qui ont été massacrés et qui sont considérés comme des "dommages collatéraux". Interrogeons les victimes elles-mêmes. Pensons aux réfugiés et aux personnes déplacées, à ceux qui souffrent des effets des radiations nucléaires ou des attaques chimiques, aux mères qui ont perdu leurs enfants, aux enfants mutilés ou privés de leur enfance. Écoutons la vérité de ces victimes de la violence, regardons la réalité avec leurs yeux et écoutons leurs histoires avec un cœur ouvert. C'est ainsi que nous pourrions reconnaître l'insondable profondeur du mal au cœur de la guerre, et nous ne serons plus dérangés par le fait qu'ils nous qualifient de naïfs au nom de notre choix pour la paix".

Dans sa *Lettre pour la paix dans le monde de 2023*, il considère la guerre entre la Russie et l'Ukraine, comme tous les autres conflits dans le monde, comme un "recul" pour toute l'humanité et appelle à la fin de toutes les formes de violence guerrière. Dans l'interview accordée à *Télam*, il raconte qu'il a pleuré chaque fois qu'il a visité les cimetières militaires italiens de la Première et de la Seconde Guerre mondiale (*Mémorial de Redipuglia* et *cimetière militaire d'Anzio* : "Quelle cruauté !") L'expérience que la guerre est toujours une horreur explique, je pense, la réserve du Vatican à l'égard du conflit entre l'Ukraine et la Russie.

Le rejet de la guerre juste a reçu des critiques similaires à celles de *Pacem in Terris*, il y a 60 ans. Actuellement, Markus Vogt (Munich) estime que la position pacifiste du pape François ne prend pas suffisamment en compte la nécessité de répondre à l'agression et à la violence excessive. François Mabile (IFCU/FIUC), pour sa part, soulève des questions similaires concernant l'abandon de toute forme d'autodéfense légitime. D'après lui, cela témoigne d'une connaissance géopolitique insuffisante.

CONCLUSION : L'ÉGLISE CATHOLIQUE EST-ELLE FATIGUÉE DE LA GUERRE ?

La longue tradition de la guerre juste, qui accepte l'implication des chrétiens dans la violence sous certaines conditions, est en déclin et est remplacée par une éthique d'élaboration/de rétablissement de la paix et d'une paix juste. Le pape François estime que la théorie de la guerre juste a donné, et donne encore, trop facilement lieu en réalité à des abus et à la légitimation de violations flagrantes des droits de l'homme et de destructions massives comme dommages collatéraux pour être acceptée. Il ne serait certainement pas d'accord avec le chef de l'OTAN, M. Stoltenberg, qui a affirmé à Davos que "les armes sont le chemin vers la paix", une thèse récemment soutenue par Timothy Garton Ash dans le journal *De Standaard* "Oekraïne bewapenen is de snelste weg naar vrede" (Armer l'Ukraine est le chemin le plus rapide vers la paix – 1^{er} avril 2023). La guerre apporte beaucoup de misère. Le prix payé par les civils innocents pour le déploiement d'armes conventionnelles de plus en plus sophistiquées est de plus en plus élevé. Le pape est plus que jamais convaincu qu'il est urgent

d'adopter une autre approche des conflits et que la guerre n'est plus un moyen efficace de les résoudre. Il évoque à cet effet l'incapacité croissante à respecter les principes de proportionnalité et de protection des civils innocents (discrimination). Il renoue ainsi avec l'analyse de la guerre et de la paix que Jean XXIII avait faite dans *Pacem in Terris*.

Dans *Fratelli Tutti*, il déconnecte l'Eglise catholique de l'idée de "guerre juste" et ne parle que d'une éthique de construction de la paix, de paix juste et d'action non violente. Certains pensent autrement et souhaiteraient que l'on accorde plus d'attention au principe de légitime défense dans le contexte d'une éthique de paix juste. Quoi qu'il en soit, les deux "écoles" de l'Église catholique romaine sont plus ou moins d'accord pour parler désormais d'une éthique de paix juste qui met davantage l'accent sur l'action non violente et tout ce qui l'accompagne : le dialogue ouvert, les formes de communication non violentes et créatrices de liens, la promotion des droits de l'homme. La guerre (en soi) n'apporte jamais la paix. D'autres éléments sont également importants : la détection précoce des violations des droits de l'homme, l'intensification des efforts diplomatiques, la démythification des formes irresponsables de légitimation de la violence de guerre, le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, la lutte contre la manipulation numérique de la sphère publique. L'apprentissage de la communication non violente pour éviter de généraliser sur "l'ennemi" et la recherche constante de la réconciliation font également partie d'un programme de paix juste. Le pape François préfère construire des ponts plutôt que des murs.

JOHAN DE TAVERNIER – Leuven
Professeur émérite d'éthique théologique
Faculté de Théologie et d'Étude des Religions, KU Leuven
Président du CCV - Centrum Christelijk Vormingswerk (*centre de formation chrétienne*)
Druivenstraat 20, B-3110 Rotselaar
Johan.Detavernier@kuleuven.be